Intervention Sud Education contre la dissolution du « Collectif Palestine Vaincra »

Par sa présence ce soir et sa participation au comité de soutien au « Collectif Palestine Vaincra » dissout par Darmanin et Macron, SUD Education 31-65 tient à exprimer tout son soutien et sa solidarité aux camarades et militant.es impliqué.es depuis de longues années dans les actions de solidarité avec la lutte du peuple Palestinien. La solidarité internationale fait partie de notre colonne vertébrale. Tout comme le soutien aux militant.es réprimé.es pour leurs opinions et leurs engagements dans des luttes collectives pour la justice sociale et un réel changement de système.

Nous sommes dans une période politique et sociale particulièrement trouble et défavorable au mouvement social et aux luttes progressistes et solidaires. Après les menaces qui ont pesé sur Nantes Révoltée, le ministère de l'intérieur s'en est pris au collectif Palestine Vaincra puis au GALE, groupe anti-fasciste lyonnais.

Notre syndicat est lui aussi depuis longtemps dans le viseur du ministère de l'Éducation nationale et des parlementaires réactionnaires lui prêtent main forte sans état d'âme. C'est ainsi qu'en juillet 2019, cinq parlementaires Les Républicains ont porté plainte contre SUD éducation 93 et réclament la dissolution de cette organisation syndicale. Le motif avancé est l'organisation d'ateliers en non-mixité lors d'un stage. Cette plainte est la troisième qui est déposée contre SUD Education 93, et fait suite à deux autres, portées cette fois par Jean-Michel Blanquer, et classées sans suite.
Le quinquennat Macron-Blanquer a été marqué par la multiplication des attaques médiatiques, administratives et juridiques, contre nos camarades de Seine Saint Denis : Mutations forcées, poursuites disciplinaires infondées, plaintes du ministre ou d'inspecteur·rices, campagne d'opinion main dans la main avec des médias d'extrême-droite… À cette répression anti-syndicale s'est ajoutée une offensive réactionnaire contre nos élèves et collègues musulman·es au nom d'une vision dévoyée de la laïcité, avec l'appui de l'extrême-droite et la caution du ministère.

Les dissolutions et menaces de dissolution contre les collectifs et organisations qui portent une parole antiraciste et anti-impérialiste, comme le CCIF ou le Collectif Palestine Vaincra, montrent que le droit est aussi utilisé comme une arme pour museler toute contestation du récit officiel d'une République aveugle aux couleurs, et qui garantirait l'égalité de toutes et tous. Toute organisation des personnes victimes d'oppression inquiète, dérange, scandalise. Ces attaques coïncident, sur le fond et sur la forme, avec celles des pires fanges de l'extrême-droite.

Quelque soit le contexte politique de ces prochains mois, entre pandémie, guerres impérialistes et montée des fascismes, nous restons convaincu.es que nos luttes sont importantes, et même vitales, parce que porteuses d'exigences sociales, de justice, de respect des droits et d'émancipation des peuples. Nous n'avons pas d'autres choix que de continuer, avec la conviction que l'engagement collectif est notre boussole et la solidarité internationale une arme qui a déjà fait ses preuves dans bien des luttes anti-fascistes et de libération contre le colonialisme et l'impérialisme.

Palestine vaincra !